

Genre et formations professionnelles en Europe

xix^e-xx^e siècles

Marianne THIVEND

RÉSUMÉ

L'histoire de la formation professionnelle forme un volet encore peu exploré de l'histoire des sociétés européennes, non seulement du fait de ses structures plus complexes que celles de l'enseignement « général » mais également du fait du statut social moins prestigieux qui lui est accordé. Encore plus méconnue est la place tenue par les filles et les femmes au sein des différents dispositifs nationaux, comme si leur formation à un métier ne constituait pas un enjeu. Or, dès le dernier tiers du xix^e siècle, l'éducation professionnelle des femmes est discutée et se développe modestement aux côtés d'une offre de formation majoritairement masculine. Au-delà de la mosaïque des situations nationales, deux dynamiques principales sont à relever. L'une renvoie au mouvement d'émancipation des femmes que l'accès à la formation professionnelle et donc au marché du travail qualifié a rendu possible. L'autre interroge, dans le cadre de sociétés fortement impactées par les deux révolutions industrielles, la contribution des formations à la construction d'un marché du travail fortement segmenté selon le genre.



École professionnelle Bischoffsheim, Bruxelles, vers 1900. Carte postale.



École pratique de commerce et d'industrie de Rouen, cours de dactylographie, années 1920. Carte postale. © Musée national de l'Éducation.

Dans une Europe bouleversée par la première industrialisation, l'idée que l'école puisse former à un métier se diffuse progressivement. S'adapter aux changements techniques, contrôler une main-d'œuvre de plus en plus nombreuse, amènent pouvoirs publics, entreprises, associations de type corporatiste à discuter des voies de développement d'un enseignement technique rompant avec l'ancien modèle d'apprentissage par corporations de métiers hérité du Moyen Âge. Si les débats se structurent autour d'une référence masculine, du personnel encadrant de l'industrie à l'ouvrier professionnel, l'idée d'une éducation professionnelle des filles progresse toutefois et conquiert une certaine légitimité.

Une offre de formation balbutiante

Dès la fin des années 1850 en effet, des associations féminines se créent pour ouvrir aux jeunes femmes des classes moyennes, ces « *surplus women* » dans le besoin, des chemins vers l'emploi autres que ceux offerts par la domesticité ou la manufacture : la Society for Promoting the Employment of Women fondée à Londres en 1859, la Société pour l'enseignement professionnel des femmes (1861 à Paris), la Frauenbildungsverein (1865 à Leipzig), l'Association pour l'enseignement professionnel des femmes (1865 à Bruxelles) sont parmi les plus connues. De ces associations ou dans leur sillage, naissent les premiers établissements qui offrent surtout des enseignements de dessin pour applications industrielles, couture et comptabilité. Ces formations pionnières, en cours du soir ou écoles de jour, sont financées par des donations privées, complétées parfois par des subventions municipales comme pour l'école Bischoffsheim de Bruxelles ou, plus rarement, entièrement soutenues par l'argent public comme le cours de comptabilité pour dames fondé à Lyon en 1857 par l'institutrice Élise Luquin (1832-1898). Ces expériences connaissent un certain écho, défendues par leurs promotrices lors des expositions universelles dès 1867 puis, à partir de 1886, lors des congrès internationaux de l'enseignement technique qui rassemblent les acteurs et quelques rares actrices d'un enseignement en voie d'institutionnalisation un peu partout en Europe. Plus à l'est et au sud de l'Europe, les initiatives se multiplient alors en faveur d'une instruction professionnelle féminine comme en Bulgarie où la première école professionnelle, de couture et de cuisine, est créée en 1893 à Sofia par la société féminine Maika (mère).

La formation professionnelle qui se met en place en Europe lors des deux dernières décennies du siècle est pensée pour former en priorité l'ouvrier qualifié que l'industrie réclame. En France, si l'État prévoit bien des écoles pratiques de commerce et d'industrie pour les deux sexes, il n'y a que 14 écoles de filles contre 43 de garçons en 1913. Existente des exceptions toutefois, comme dans le cadre d'industries traditionnelles à revitaliser. Ainsi au Portugal en 1910, les jeunes filles sont majoritaires dans les ateliers d'apprentissage ouverts dans 32 écoles industrielles (58 % des effectifs), formées à la couture, à la dentelle au fuseau ou à la gravure sur cuir.

Vers un égal accès aux formations professionnelles

L'égal accès aux formations s'inscrit progressivement dans les législations. Si, dans certains länder allemands, l'accès aux écoles de perfectionnement était encore refusé aux filles, la loi de 1911 met fin à l'interdit, obligeant toute personne active ou au chômage âgée de moins de 18 ans, quel que soit son sexe, de suivre les cours du soir d'une école de perfectionnement. La loi Astier de 1919 en France établit une même obligation. Les filles progressent alors partout, et dans certains cas dépassent les garçons comme dans la Bulgarie de l'entre-deux-guerres où existent 13 écoles d'agriculture pour filles contre 12 pour les garçons, 79 écoles d'artisanat de filles contre 74 de garçons.

Égal accès mais dans la différence : les contenus de formation portent la marque des représentations genrées de la main-d'œuvre. Les programmes des écoles professionnelles de filles intègrent tous un enseignement ménager, renforçant ainsi leur rôle de gardienne du foyer. En Prusse jusqu'à la Première Guerre mondiale, les autorités refusent l'ouverture d'une école professionnelle de filles qui ne proposerait pas également des cours d'économie domestique. Mais l'enseignement des techniques domestiques poursuit également des buts professionnels, à l'école ménagère et professionnelle de Carouge dans la banlieue de Genève (1893) comme à l'Escuela del Hogar y Profesional de la Mujer de Madrid (1911) qui préparent des ménagères autant que des couturières, blanchisseuses, gouvernantes ou cuisinières. Les formations techniques cantonnent les femmes aux métiers « bons pour elles ». En Angleterre, les premières *Day Tradeschools* féminines fondées à Londres au début du xx^e siècle enseignent essentiellement la couture – confection. Cette spécialisation aux métiers de l'aiguille est alors la seule formation de masse concédée aux filles dans la filière industrielle, quand pour les garçons s'ouvre un plus vaste choix de spécialités (des métaux et mécanique au bois et à l'encadrement technique). L'autre « métier de femmes », créé pour elles, est celui de sténodactylographe, développé en Europe dès la fin du xix^e siècle du fait de la mécanisation croissante des tâches du bureau. Il est alors pensé pour les femmes des classes moyennes avant que le métier ne se prolétarise. Durant l'entre-deux-guerres, où les emplois dans ce secteur se développent, ces formations commerciales de courte durée, majoritairement privées, sont fréquentées par les filles des classes populaires quand celles des classes moyennes intègrent, au compte-goutte, les écoles supérieures de commerce. Au Pays-Bas, l'institut Schoevers crée un cours de secrétariat en 1922 chargé de promouvoir une image moderne, « glamour » de la secrétaire, assistante du patron, cultivée et dévouée.

Dans ce contexte, les expériences de coéducation qui pourraient briser la digue de genre des métiers sont rares. C'est pour limiter les coûts que filles et garçons des écoles industrielles portugaises apprennent ensemble la reliure et la peinture décorative, comme en Italie en 1905 où plus de 9 000 jeunes filles fréquentent les *scuole tecniche* mixtes. C'est alors l'État soviétique qui, seulement un an après la révolution d'Octobre, fait de la coéducation le régime normal des institutions scolaires de la nouvelle société communiste avec, pour objectif, l'égalité entre les sexes. Mais dans l'enseignement professionnel – comme général –, les stéréotypes de genre ont la vie dure qui limitent la portée de la loi, les écoles urbaines de travail du bois demeurant masculines dans les années 1930, celles de couture féminines.

Représentations genrées et orientation professionnelle

À partir de 1945, les États européens engagent des politiques de massification et d'unification des enseignements post-primaires, intégrant ainsi l'enseignement technique et professionnel au sein des systèmes éducatifs. Si les effectifs d'élèves et d'apprenti.e.s progressent, les garçons restent majoritaires partout : en Italie en 1948, les filles forment plus de la moitié des effectifs du secondaire classique quand elles ne composent qu'à peine le tiers de ceux du technique. En Allemagne, en Espagne, en France dans les années 1980-1990, on obtient un sex-ratio dans le technique de 40 % environ de filles pour 60 % de garçons. Malgré la généralisation de la mixité aux formations professionnelles, les stéréotypes de genre qui font de la « technique » une affaire d'hommes demeurent fortement ancrés dans les pratiques et freinent les avancées des filles. D'une part, ces dernières sont toujours concentrées

dans un plus petit nombre de formations que les garçons. En France, en 1963, les filles sont présentes au sein de 15 groupes de spécialités du certificat d'aptitude professionnel (CAP) sur les 45 que compte l'industrie. D'autre part, la segmentation genrée des formations demeure puissante qui tend à reproduire les inégalités de genre sur le marché du travail qualifié. En Allemagne dans les années 1990, les apprenties sont très fortement représentées dans les services commerciaux et de soins à la personne quand les apprentis le sont dans les formations industrielles ou du bâtiment. Certes, des filles comme des garçons transgressent aujourd'hui ces barrières de genre en choisissant des spécialités où elles et ils sont minoritaires, montrant que l'innovation reste possible, même si son coût, personnel et professionnel, paraît plus élevé pour les filles.

BIBLIOGRAPHIE

ALBISETTI, James C., « Philanthropy for the Middle Class : Vocational education for Girls and Young Women in Mid-Victorian Europe », *History of Education*, 41, n° 3, 2012, p. 287-301.

ALBISETTI, James C., GOODMAN, Joyce, ROGERS, Rebecca (eds), *Girls' Secondary Education in the Western World : from the 18th to the 20th Century*, New York, Palgrave Macmillan, 2010.

BODÉ, Gérard, THIVEND, Marianne (dir.), « Les formations commerciales de filles et de garçons aux XIX^e et XX^e siècles », dossier de *l'Histoire de l'éducation*, n° 136, oct.-déc. 2012.

Source URL:

<https://ehne.fr/encyclopedie/thematiques/genre-et-europe/eduquer-des-europeens-et-des-europeennes/genre-et-formations-professionnelles-en-europe>